



CHAMPS LIBRES ENQUÊTE

Espoirs et galères des profs en zones d'éducation prioritaires

Ils ont moins de 30 ans et ont été affectés dans ces collèges où personne ne veut aller. Frais émouls des Espé, les écoles supérieures du professorat et de l'éducation, imaginées par Hollande, ils sont enthousiastes, mais déchantent vite : l'« égalité des chances » tant vantée est une grande illusion. Ce qui les incite à rester : « Les élèves. »



Caroline Beyer

Twitter @BeyerCaroline

De La Courneuve à Bobigny, en passant par Drancy. Sur la ligne 1 du tramway, une population homogène, sans Blanc. Arrêt Libération, dans le centre-ville de Bobigny. Dans cet ancien bastion communiste, passé à droite (UDI) en 2014, une famille sur trois vit sous le seuil de pauvreté. Saisissant contraste, à quelques minutes, à peine, du terminus du métro parisien. « Ici, c'est le centre-ville. Mais il n'y a pas de centre historique », glisse Virgile, professeur d'histoire-géographie depuis deux ans, affecté cette année au collège République, classé REP+. Comprendre réseau d'éducation prioritaire renforcée, suivant le nouveau label imaginé depuis la rentrée 2015 par la Rue de Grenelle (1). En cette fin de matinée, la queue s'allonge devant la caisse d'allocations familiales. Un groupe de barbus en qami attend le tram. Au café-restaurant Le Sénateur, les jeunes enseignants du collège ont élu domicile. Ils s'appellent Ivain, Anna, Charlotte, Leny ou Virgile, ont entre 24 et 28 ans et débutent dans le métier. Certains, tels des missionnaires, ont choisi l'éducation prioritaire pour que le job « prenne tout son sens ». D'autres, souvent venus de province, y ont été affectés sans autre forme de procès. L'académie de Créteil, réputée difficile, attire peu.



« En première année, on prend cher ! lance Anna, professeur de SVT venue des Côtes-d'Armor. Confor-
mément aux clichés, j'imaginai beaucoup de violences,
beaucoup d'absentéisme. En réalité, les élèves sont juste
très agités », poursuit la jeune femme brune, qui ne
restera « pas plus de cinq ans ». Car tous ont bien en
tête cette durée minimum en éducation prioritaire qui,
depuis 2015, permet de « gagner des points ». Au collè-
ge République, l'important turnover des enseignants
- 50 % par an - complique la mise en place de projets et
de règles solides. « Vingt minutes de cours sur une heu-
re, dans certaines classes, c'est déjà bien », explique,
avec un doux sourire, un professeur d'espagnol.
« Beaucoup doivent souffrir de troubles de l'attention ou
"dys" non diagnostiqués. Au début, c'est très dur », ra-
conte Yvain, professeur de physique venu de Drancy,
où il a fait son stage (2). « Là-bas, c'était plus hétérogène.
Ici, les élèves sont en circuit fermé. Il y a un vrai problème
d'éveil à l'autre, à la culture de l'autre. »

À Bobigny, les professeurs d'EPS semblent les plus
aguerris, nourris par leurs expériences de centres aé-
rés et de stages pendant leur cursus universitaire. « Au
collège, ce sont des bébés. On fait les mamans », expli-
que Charlotte, petite blonde dynamique venue de Vil-
leurbanne (Rhône), où elle a enseigné pour sa première
année en lycée professionnel. « Uniquement des
garçons. Ils avaient quasiment mon âge... « Ici, nous
avons beaucoup d'élèves en surpoids. Ils mangent des
chips à partir de 10 heures », explique un autre profes-
seur d'EPS qui organise cette année un EPI (enseignement
pratique interdisciplinaire) sur le lien entre
ment pratique interdisciplinaire) sur le lien entre
« modes de vie et santé ».

Gros établissement, le collège République, l'un des
quatre collèges de la ville - les autres sont classés
REP -, compte 700 élèves. Au-dessus de sa capacité
d'accueil. Taux de réussite au brevet ? Tout juste 74 %,
contre 87 % en moyenne sur l'ensemble de la France.
Pour les jeunes profs qui y enseignent, la « diversité » et
l'« égalité des chances » sont une grande illusion, un
vaste mensonge politique. En mars dernier, alors que
l'« affaire Théo » a agité la Seine-Saint-Denis, ensei-
gnants et parents d'élèves réunis ont dénoncé « la cas-
se dans l'Éducation nationale ». Pour la énième fois de-
puis plusieurs années, ils ont interpellé les pouvoirs
publics. « Je m'attendais à une certaine bienveillance de

la part des services départementaux de l'Éducation na-
tionale. Mais ce sont des marchands de tapis !, lance
Anna. À République, il y a de l'amiante dans les murs du
collège. Et il y a déjà eu deux incendies, après des jets de
cocktails Molotov. Heureusement en dehors des cours.
Est-ce qu'on tolérerait ça à Paris ? » Ici, le ménage n'est
pas assuré tous les jours. Des permanences géantes de
100 élèves sont organisées dans le réfectoire. « Ce sont
les élèves qui nous incitent à rester », poursuit la jeune
femme, qui évoque aussi « des équipes solidaires » et
« des familles qui attendent tout de l'école ».

Une promesse de Macron

Dans la bouche des jeunes enseignants, c'est la même
phrase qui revient : « Ici, les enfants sont les mêmes
qu'ailleurs. » Un enthousiasme qui frise, parfois, la
naïveté. « Mettre les moins expérimentés dans les en-
droits les plus complexes, avec les publics les plus fragi-
les, pose clairement un problème », observe de son côté
Bruno Bobkiewicz, secrétaire académique des person-
nels de direction (SNPDEN) à l'Unsa, et proviseur du
lycée Paul-Éluard, à Saint-Denis. C'est dans les acadé-
mies les plus difficiles que la moyenne d'âge des ensei-
gnants est la plus basse : aux alentours de 40 ans dans le
second degré à Créteil ou à Versailles, contre 46 ans
environ à Rennes ou à Paris.

Face à cette situation paradoxale, le président de la
République nouvellement élu a déjà annoncé la cou-
leur. « Plus aucun professeur en zone prioritaire pendant
ses trois premières années d'enseignement », a promis
Emmanuel Macron pendant sa campagne. Comme
d'autres l'ont fait avant lui. Ministre de l'Éducation du
quinquennat Hollande, Vincent Peillon avait en son
temps émis ce vœu pieux. Mais l'équation reste pour
l'heure inchangée. Mathématiquement, par l'actuel
jeu de points qui régit la carrière des enseignants, les
débutants sont affectés où les expérimentés ne veulent
pas aller : dans les collèges des banlieues difficiles. « Il
est rare qu'un enseignant ou un chef d'établissement ex-
périmenté de lycée demande un collège d'éducation prio-
ritaire, résume le proviseur du lycée Éluard. Tout le
monde sait que c'est difficile dans ces secteurs. Et on y



vit ! Quand on a une famille, on a envie de la protéger. »

Comment réduire le fort turnover au sein des équipes pédagogiques ? Emmanuel Macron, qui prévoit de dédoubler tous les cours préparatoires de REP+ - 12 écoliers par classe -, a promis une prime annuelle de 3000 euros pour les enseignants des REP+. Qui s'ajoutera à celle de 2300 euros déjà versée. Soit au total un gain de près de 500 euros par mois. Cela suffira-t-il à faire pencher la balance du côté des académies de Versailles, Créteil ou Amiens, plutôt que celles de Bordeaux, Toulouse ou Montpellier ? Et à réduire ainsi le nombre de « contractuels » recrutés en nombre dans les académies difficiles ?

Appels à l'aide

« Je n'ai jamais eu affaire au rectorat, jamais eu d'entretien d'embauche », se souvient Mélanie, 31 ans, recrutée en 2012 comme contractuelle, après une première carrière dans le graphisme et la communication. « Heureusement, une jeune titulaire m'a donné ses cours », raconte la professeur d'arts plastique. Première altercation le premier jour avec un élève de sixième insolent qu'elle renvoie de classe et qui vient la menacer après la récréation. En quatrième, un autre lui lance qu'elle est raciste. Un autre encore, à qui elle prend le carnet, lui explique qu'il y aura des représailles à la maison. Elle jongle alors sur trois collèges de Seine-Saint-Denis, comme un de ses collègues de musique qui parfois dort dans son camping-car...

Les étudiants passés par les Espé, ces « écoles supérieures du professorat et de l'éducation », imaginées sous le quinquennat Hollande, sont-ils mieux préparés ? Les appels à l'aide sur les forums d'enseignants laissent à penser le contraire. La confrontation avec la réalité et les élèves reste un choc. Et explique sans doute la progression des démissions : 3,18 % des stagiaires ont renoncé en 2015 dans le premier degré, contre 1,08 % trois ans auparavant. Le choc des élèves est d'autant plus difficile à encaisser que ceux qui choisissent d'embrasser le plus beau métier du monde sont généralement d'anciens bons élèves, issus de milieux plutôt protégés. « Ils n'ont pas eu à affronter la difficulté scolaire », résume Brigitte Marin, directrice de l'Espé de Créteil. « Au-delà de modules spécifiques autour de la gestion des conflits, de la diversité des publics ou de l'égalité hommes-femmes, nous nous attachons à les former à des pédagogies explicites, et non pas allusives comme ce fut le cas par le passé », ajoute-t-elle. Mais pour d'autres, les Espé ne sont rien d'autre que des « IUFM bis », perdus dans les mêmes errements « pédagogiques ». « Depuis une trentaine d'années, on semble vouloir faire du professeur un animateur de centre de loisirs, regrette Albert-Jean Mougin, vice-président du Snalc, syndicat classé à droite. Il faut de l'exigence et ne pas sombrer dans une pseudo-bienveillance. »

« Ce qui nous manque, c'est du temps pour les faire

écrire, réécrire, réfléchir ! » estime pour sa part Iannis Roder, « dinosaure de l'éducation prioritaire » selon ses propres mots. La quarantaine, ce professeur d'histoire-géographie entame sa dix-huitième année au collège Pierre-de-Geyter à Saint-Denis (REP). Et n'a rien perdu de sa passion de transmettre. « La gestion de classe s'apprend sur le tas. Il faut savoir établir un rapport vertical, mais affectif. Être bienveillant sans acheter la paix sociale. Et savoir adapter ses exigences au terrain », conclut-il. Qui a parlé de collège unique ? ■
(1) 364 REP+ et 731 REP, soit 1095 collègues et 6772 écoles en éducation prioritaire. (2) Après le concours, en fin de première année de master, les futurs enseignants partagent leur temps entre stage et formation.



Il est rare qu'un enseignant ou un chef d'établissement expérimenté de lycée demande un collège d'éducation prioritaire

BRUNO BOBKIEWICZ, PROVISEUR DU LYCÉE ÉLUARD, À SAINT-DENIS



Le collège Iqbal Masih à Saint-Denis, dans le 93, est classé en zone d'éducation prioritaire depuis sa construction en 1998. CAMILLE MILLERAND